



**Déclaration préliminaire de Mark Carney
gouverneur de la Banque du Canada
devant le Comité sénatorial permanent
des banques et du commerce
Ottawa (Ontario)
le 31 octobre 2012**

Bonjour. Tiff et moi sommes heureux d'être ici parmi vous aujourd'hui pour discuter de la livraison d'octobre du *Rapport sur la politique monétaire*, que la Banque a publiée la semaine dernière.

- L'évolution de l'économie mondiale a été largement conforme aux projections de la Banque énoncées dans le RPM de juillet. La croissance a ralenti dans l'ensemble des principales régions. L'économie américaine croît à un rythme graduel. L'Europe est en récession, et les indicateurs récents donnent à penser que la contraction se poursuit.
- En Chine et dans les autres pays émergents, la croissance a décéléré un peu plus que prévu. On observe toutefois des signes de stabilisation autour des taux d'expansion actuels.
- Malgré le ralentissement de l'activité à l'échelle du globe, les cours du pétrole et des autres matières premières que produit le Canada ont augmenté, en moyenne, ces derniers mois. La conjoncture financière mondiale s'est améliorée, sous l'effet des mesures de politique énergiques prises par des grandes banques centrales. Cependant, le climat demeure fragile.
- Au Canada, bien que les vents contraires extérieurs continuent de freiner l'activité économique, des facteurs internes soutiennent une croissance modérée. Après avoir progressé à un rythme inférieur à celui de son potentiel récemment, l'économie devrait se raffermir et tourner de nouveau à plein régime d'ici la fin de 2013.
- La Banque continue d'anticiper que l'expansion sera principalement alimentée par la hausse de la consommation et des investissements des entreprises, à la faveur notamment des conditions financières très expansionnistes au pays.
- On s'attend à ce que l'activité dans le secteur du logement, qui a grimpé à des niveaux historiquement élevés, connaisse un déclin. Le fardeau de la dette des ménages devrait continuer d'augmenter avant de se stabiliser d'ici la fin de la période de projection.
- Des risques à la hausse et à la baisse entourent l'évolution des déséquilibres dans le secteur des ménages. L'investissement résidentiel pourrait reprendre de l'élan, ce qui accentuerait les déséquilibres actuels. À l'inverse, le lourd

endettement persistant des ménages pourrait engendrer une décélération plus vive qu'attendu des dépenses de ceux-ci. Dans ces circonstances, les autorités canadiennes, en étroite collaboration, surveillent la situation financière du secteur des ménages et réagissent comme il se doit.

- Les exportations canadiennes devraient se redresser progressivement mais demeurer inférieures au sommet atteint avant la récession jusqu'à la première moitié de 2014, compte tenu de la faiblesse de la demande étrangère et des défis qui subsistent sur le plan de la compétitivité. Ces défis comprennent la vigueur persistante du dollar canadien, dont le cours est influencé par les mouvements vers les valeurs refuges et les retombées de la politique monétaire mondiale.
- Ayant pris en compte les révisions apportées aux comptes nationaux, qui ont eu pour effet de faire augmenter la croissance mesurée pour l'année en cours, la Banque prévoit maintenant que l'économie progressera de 2,2 % en 2012. Les taux de croissance attendus sont de 2,3 % en 2013 et de 2,4 % en 2014.
- L'inflation mesurée par l'indice de référence a été inférieure aux prévisions ces derniers mois. Cela tient aux prix un peu plus bas de toute une gamme de biens et services. Elle devrait remonter graduellement au cours des prochains trimestres et atteindre 2 % d'ici le milieu de 2013, la faible marge de capacités inutilisées présente actuellement au sein de l'économie se résorbant graduellement, la croissance de la rémunération du travail demeurant modérée et les attentes d'inflation restant bien ancrées.
- L'inflation mesurée par l'IPC global a glissé sensiblement en deçà de la cible de 2 %, comme prévu. Elle devrait retourner à la cible d'ici la fin de 2013, soit un peu plus tard qu'escompté précédemment.
- Des risques importants pèsent sur les perspectives d'évolution de l'inflation au Canada. Dans sa projection, la Banque suppose que les autorités en Europe sont en mesure de contenir la crise actuelle et que le précipice budgétaire aux États-Unis sera évité.
 - Les trois principaux risques à la hausse ont trait à la possibilité de pressions inflationnistes plus fortes au sein de l'économie mondiale, d'une plus grande robustesse des exportations canadiennes et d'un dynamisme renouvelé de l'investissement résidentiel au Canada.
 - Les trois principaux risques à la baisse sont liés à la crise européenne, à une demande plus faible d'exportations canadiennes et à la possibilité que les dépenses des ménages canadiens connaissent une croissance moins vigoureuse.
- Dans l'ensemble, la Banque estime que les risques qui pèsent sur les perspectives d'évolution de l'inflation au Canada sont relativement équilibrés au cours de la période de projection.
- Compte tenu de tous ces facteurs, le 23 octobre, la Banque a décidé de maintenir le taux cible du financement à un jour à 1 %. Au fil du temps, une réduction modeste de la détente monétaire sera probablement nécessaire, de

façon à atteindre la cible d'inflation de 2 %. Le moment et le degré de toute réduction seront évalués avec soin, en fonction de l'évolution économique à l'échelle internationale et nationale, y compris l'évolution des déséquilibres dans le secteur des ménages.

Sur ce, Tiff et moi serons heureux de répondre à vos questions.